

NET INFOS

Lundi 01 avril 2024



L'objectif suprême du président de la République est que l'Algérie retrouve sa grandeur



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, samedi soir, que son objectif suprême, dont les contours commencent à se dessiner, est que l'Algérie retrouve la grandeur qui lui a permis d'accomplir de nombreuses réalisations par le passé, se réjouissant de la satisfaction manifestée par les Algériens à l'égard du développement en cours dans leur pays.

Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, le président de la République a exprimé sa gratitude envers tous les patriotes dévoués qui veillent au bien-être des citoyens et à l'amélioration de leur quotidien, comme le reflète, a-t-il dit, le sentiment de "satisfaction" que les Algériens manifestent à l'égard de leur pays et des évolutions positives enregistrées sur tous les plans.

Il a, à cet égard, souligné que son objectif est que l'Algérie retrouve la grandeur qui lui a permis d'accomplir des réalisations dans plusieurs domaines, qu'ils soient politiques, diplomatiques ou en faveur des mouvements de libération dans le monde.

Le président de la République a affirmé qu'il avait une affection particulière pour le peuple et les jeunes en particulier, soulignant que l'expression "Aami Tebboune" (oncle Tebboune) affectionnée par le peuple algérien traduit un "grand respect et une relation paternelle" dont il est fier.

Le président de la République a également souligné que la confiance qu'il a placée dans les jeunes avait permis à l'Algérie de devenir un leader dans la création de start-up en Afrique, rappelant qu'il était "le candidat des jeunes" lors de la Présidentielle de 2019.



Relance de l'investissement: l'importance de mettre en valeur les réformes économiques soulignée.

L'importance de mettre en valeur les réformes économiques liées à l'investissement a été recommandée par des experts et journalistes, animateurs d'une rencontre sur les médias nationaux et l'information numérique, comme mécanismes de décollage économique.

Cette recommandation ainsi que d'autres ont été formulées samedi soir, conséquemment aux débats organisés le 18 février dernier, dans le cadre de cette rencontre tenue à l'initiative du Centre algérien de prospective économique, de développement des investissements et d'entrepreneuriat (ACEFIDE).

Les recommandations lues par le président de l'ACEFIDE, Akram Zidi, en présence du ministre de la Communication, Mohamed Laagab et de nombreux représentants de ministères, institutions publiques et instances financières et économiques, ont souligné l'importance de poursuivre les efforts déployés dans la mise en avant, par les spécialistes dans le domaine économique et les partenaires sociaux, des différentes étapes des réformes économiques liées à l'investissement et la promotion des acquis dans ce domaine.

Il s'agit également d'œuvrer pour accentuer les canaux de communication entre les intervenants dans le domaine économique à travers une approche participative claire, outre le renforcement des efforts des pouvoirs publics, par une ressource humaine en mesure de contribuer efficacement dans les programmes de développement.



[Le chef de l'état s'est longuement confié samedi à la presse : Tebboune promet de nouvelles augmentations de salaires.](#)

Le président Tebboune a identifié trois axes prioritaires : l'augmentation des salaires, la préservation de la valeur du dinar algérien et le développement du secteur agricole.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé samedi soir une série de mesures destinées à apporter un souffle d'espoir aux Algériens, particulièrement affectés par la montée en flèche de l'inflation. Au cœur de ces annonces, une initiative majeure : le doublement des salaires qui serait, selon lui, mise en œuvre progressivement d'ici 2026/2027.

Pour réaliser sa promesse, le chef de l'Etat compte sur l'essor de l'économie nationale d'ici 2026. «Nous avons réalisé jusqu'à présent une augmentation de 47% des salaires, et nous compléterons les 53% restants pour atteindre une augmentation totale de 100% d'ici à 2026/2027 à l'horizon 2027», a-t-il asséné.

Le président Tebboune a identifié trois axes prioritaires : l'augmentation des salaires, la préservation de la valeur du dinar algérien et le développement du secteur agricole. L'augmentation salariale vise, d'après ses calculs, à atténuer les effets néfastes de l'inflation sur le pouvoir d'achat des citoyens, tout en insufflant un nouvel élan à l'économie nationale. En parallèle, il prévoit un produit intérieur brut (PIB) dépassant les 400 milliards de dollars dès le premier trimestre de 2026.

Le FMI analyse les performances de l'économie algérienne : Croissance «forte», inflation «préoccupante»

Le FMI note que «la croissance réelle devrait rester forte en 2024, à 3,8%, soutenue en partie par d'importantes dépenses budgétaires». «Les pressions inflationnistes ont persisté et la politique monétaire est restée accommodante». Le Fonds souligne les risques qu'impliquent une inflation persistante, la volatilité des prix internationaux des hydrocarbures, les risques budgétaires et une dette publique croissante.

Le FMI vient de rendre publiques ses conclusions sur les performances de l'économie algérienne, dans le cadre des consultations au titre de l'article IV, à l'issue d'une mission effectuée à Alger en décembre 2023. «On estime que l'économie algérienne a connu une croissance de 4,2% en 2023, une performance robuste due à un rebond de la production d'hydrocarbures et à de solides performances dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des services.

La position extérieure est restée solide, avec un excédent du compte courant pour la deuxième année consécutive», a-t-il indiqué d'emblée. Si, en effet, les prix internationaux élevés des hydrocarbures ont stimulé les recettes publiques et les exportations, il reste comme ombre au tableau, cependant, la persistance des pressions inflationnistes.

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) attire l'attention sur le fait que «les pressions inflationnistes ont persisté (principalement en raison des prix élevés des produits alimentaires) et la politique monétaire est restée accommodante». Pointe-il du doigt la responsabilité de la Banque d'Algérie ?

Investissements et finance : La BAE bientôt opérationnelle

La Banque africaine de l'énergie, fruit d'un partenariat entre Afreximbank et l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), devrait lancer son activité «plus tard cette année avec un capital initial autorisé de 5 milliards de dollars», rapporte l'agence Reuters.

La BAE est dédiée au financement de projets dans le secteur de l'énergie, en comblant le déficit de financement en Afrique dans un contexte de pression exercée sur les grandes banques par des groupes écologistes visant à détourner les investissements des projets pétroliers et gaziers pour des raisons de défense du climat.

Six pays, dont l'Algérie, ont soumis leur candidature pour accueillir le siège de cette banque. Il s'agit, outre l'Algérie, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigeria et de l'Afrique du Sud. L'Égypte a retiré sa demande initiale d'abriter le siège de la nouvelle banque.

Les candidatures sont proposées à l'évaluation d'un comité de sélection, composé de l'Angola, de la Libye, du Sénégal, du Venezuela et de l'Afreximbank, et devant examiner chaque demande avant de présenter ses recommandations aux ministres qui trancheront à leur tour en prenant une décision finale, souligne Zakaria Dosso, directeur général de l'Africa Energy Investment Corporation (AEICORP), branche de l'investissement de l'APPO.



[Ali Kadri, Directeur général du CPA : «Plus de 75% des employés sont devenus actionnaires».](#)

J'aimerais remercier tous les souscripteurs, les nouveaux actionnaires qui ont fait confiance au CPA. Je leur promets que nous allons tout faire pour être à la hauteur de ce que nous avons promis.

Aussi, j'aimerais féliciter les employés du CPA qui se sont mobilisés pour cette opération. Personnellement, j'ai constaté une forte mobilisation. Pratiquement plus de 75% des employés de la banque ont souscrit à cette opération d'ouverture de capital, devenant ainsi actionnaires. C'est énorme comme résultat. Je tiens à saluer leur engagement. Ils m'ont donné la preuve de leur attachement à la banque.»

Ce sont là les propos du directeur général du Crédit populaire algérien (CPA), Ali Kadri, lors de l'émission «Le Monde l'Eco» jeudi sur la chaîne TV El Iktisadia El Oula.

Le CPA a effectué son introduction au tarif officiel de la Bourse d'Alger le 26 mars 2024. Il s'agit de la première banque publique à rejoindre la Bourse. Kadri, lors de son intervention jeudi, a par ailleurs affirmé que «la Bourse d'Alger, c'est le problème de tout le monde. Si on veut aujourd'hui que cette Bourse soit à la

hauteur des Bourses étrangères, il faudrait que tout le monde mette un peu son grain de sel et ne pas rester dans la critique.



Entrevue périodique du président de la république avec les représentants des médias, Le Chef de l'état : «6 000 projets d'investissement sur la table»



Un dinar revigoré, une facture d'importation réduite, une augmentation à 100% des salaires, et, par-dessus tout, la figuration de l'Algérie parmi les pays émergents dans au plus tard deux ans... le chef de l'État avance des arguments irréversibles de la construction de l'Algérie nouvelle.

À coups d'indicateurs économiques prévisionnels qui forcent l'admiration, inédits pour certains, le président de la République relève la capacité de l'Algérie de rejoindre le cercle des pays émergents «courant 2026». S'exprimant, lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, Abdelmadjid Tebboune annonce qu'à la faveur de la dynamique qu'enregistre l'investissement et les autres mesures engagées, «on va augmenter le niveau du revenu dans l'économie nationale, et le PIB devant atteindre 400 milliards de dollars en 2026», avec un maintien du taux de croissance à ses niveaux actuels (4.2%) en 2026 et 2027. Pour cette même échéance, le chef de l'État affirme que l'augmentation des salaires, qui a atteint 47%, «sera totale». Ce n'est pas tout. Confiant, le Président Tebboune promet de mettre les bouchées doubles, pour réduire l'indice de l'importation des céréales. Répondant aux questions des journalistes, il indique que l'Algérie est arrivée à un niveau de développement qui nécessite des investissements élevés, citant, entre autres, l'exemple des cinq stations de dessalement d'eau.

[Khenchela, Tissemsilt, Tizi Ouzou et Djanet](#)

[Le Président reprendra son bâton de pèlerin](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a assuré, dans la soirée de samedi dernier, qu'il poursuivra ses visites de terrain dans les wilayas, dans le cadre du parachèvement de son programme avant la prochaine élection présidentielle. Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias, le chef de l'État a annoncé qu'il effectuera des visites de terrain dans les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Tizi Ouzou et probablement Djanet. «Le programme de ces visites n'a pas encore été fixé, mais, si Dieu le veut, je m'y rendrai, et d'autres visites dans d'autres wilayas pourraient s'ajouter, à l'instar de Constantine, Batna et Tiaret», a-t-il soutenu.

[48 gros investisseurs étrangers arrivent](#)

[L'attractivité de la nouvelle Algérie](#)

Il s'agit de gros projets créateurs d'emploi et de richesse. À l'exemple de l'usine de poudre de lait à Adrar.

Place aux «vrais» IDE! Après avoir balisé le terrain, l'Algérie s'ouvre plus aux investissements étrangers directs. Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, le président de la République a annoncé l'arrivée d'une cinquantaine de gros investisseurs étrangers. «48 gros investisseurs étrangers ont fait part de leur désir de s'installer en Algérie», indique le président Tebboune. Il fait savoir que les négociations sont en cours. «Les choses devraient aboutir dans le bon sens très prochainement», a-t-il attesté. Le chef de l'État rappelle dans ce sens que le gros de l'investissement en Algérie a été fait ces dernières années par des hommes d'affaires locaux. Il révèle ainsi que «6 000 nouveaux investisseurs avaient déposé leurs dossiers auprès de l'Agence algérienne de promotion des investissements». Le premier magistrat du pays soutient que la moitié de ces mesures ont commencé à être mises en oeuvre. Néanmoins, il laisse entendre que la plupart des gros projets créateurs de richesse et d'emploi seront mis sur orbite avant 2026! La nouvelle Algérie semble donc plus attractive que jamais.

[Production d'énergies nouvelles et renouvelables](#)

[L'Algérie élargit sa palette](#)

L'énergie nucléaire tout comme l'énergie solaire et l'hydrogène vert font partie des nombreuses cordes à son arc pour sa transition énergétique.

La diversification de l'économie nationale demeure, un objectif majeur vital pour le pays. Les énergies renouvelables constituent une alternative efficace afin d'apporter des solutions globales et durables aux défis environnementaux et aux problématiques de préservation des ressources énergétiques d'origine fossile. L'Algérie s'est ainsi engagée dans une nouvelle ère énergétique durable. Son programme dans sa version actualisée, consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de l'ordre de 22 000 MW à l'horizon 2030 pour le marché national, avec le maintien de l'option de l'exportation comme objectif stratégique, si les conditions du marché le permettent. Les feux sont passés au vert depuis la validation, le 24 juillet 2023, des 77 offres pour la réalisation de 20 000 MW d'énergie solaire. Il consiste en la réalisation de quinze centrales solaires photovoltaïques, à travers 12 wilayas, avec une puissance unitaire qui varie entre 80 et 220 MW, outre la réalisation d'installations de raccordement au réseau d'électricité. La production d'énergie doit cependant occuper une place centrale à partir de l'hydrogène. À ce propos, la production de l'énergie à partir de l'hydrogène vert serait un remarquable coup d'accélérateur pour sortir le pays de la dépendance chronique à son secteur pétro-gazier et faire un grand saut vers les énergies propres. Le pays en a les moyens. Doté d'un exceptionnel potentiel solaire, il est bien placé pour produire de l'hydrogène vert et à des coûts très compétitifs, de surcroît. L'Algérie avance inexorablement sur le chemin de la transition énergétique, des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert... Des filières érigées en priorités.



[Salaires, présidentielle, visite en France: Les éclairages du président Tebboune](#)

Ecartant toutes les spéculations qui ont accompagné l'annonce de l'organisation de l'élection présidentielle anticipée le 7 septembre prochain, le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que cette décision est liée à des «raisons purement techniques» qui n'ont aucune incidence sur cette échéance ou son déroulement.

Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée samedi soir, le président de la République a expliqué que décembre n'est pas la date réelle de l'élection présidentielle. «Le reste n'est que philosophie et conjectures qui varient selon les parties qui nous soutiennent ou qui s'opposent à nous».

Interrogé à propos des informations relayées par certains médias qui tentent de lier l'organisation d'élections anticipées à une crise au sommet, tandis que d'autres évoquent un départ imminent du président Tebboune du pouvoir, il a répondu que «ceux-là sont des personnes malades qui continueront à chercher à perturber la stabilité du pays en diffusant des rumeurs». Quant à sa candidature à la prochaine élection présidentielle, le président de la République a considéré qu' «avant l'heure, ce n'est pas l'heure». Ce n'est pas encore le moment d'en parler «puisque'il y a encore un programme à mettre en œuvre et il reste plus de 5 mois» avant le rendez-vous présidentiel, a-t-il soutenu. Dans ce sillage, la question de la révision des listes électorales a été posée, notamment concernant la communauté nationale à l'étranger, et le président a souligné qu'il est possible pour les membres de la communauté nationale à l'étranger de s'inscrire sur des listes électorales provisoires au niveau des consulats algériens, à partir de la semaine prochaine, rappelant dans ce sens «le rôle des consulats dans l'élaboration de ces listes avant leur intégration dans les listes officielles».

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

[ATTEINDRE UN PIB DE 400 MILLIARDS USD EN 2026 : Le grand challenge économique.](#)



Plusieurs dossiers majeurs d'une extrême importance ont été abordés samedi par le chef de l'État, lors de sa traditionnelle entrevue aux médias, notamment en lien avec les grandes préoccupations du citoyen, la stabilité du marché et la sécurité alimentaire, ainsi que les performances du secteur agricole.

Dans son ensemble, le président Tebboune se veut optimiste et confiant, à la faveur d'une vision avant-gardiste, qui a permis au Gouvernement d'anticiper et d'apporter les mesures nécessaires, en vue d'une certaine stabilité socio-économique. Entre autres la disponibilité des produits de base, à des prix raisonnables. « Les mesures prises à l'avance récemment par l'État en vue d'assurer les différents produits de consommation avaient permis de garantir la stabilité des prix pendant le mois de Ramadhan », a indiqué le président, se félicitant à ce propos, de « l'adhésion des commerçants et des industriels aux mesures prises à cet effet ». Force est d'admettre, que deux mois avant l'entame du mois sacré, les ministères du Commerce et de l'agriculture avaient tracé un programme spécifique et entrepris différentes mesures. À l'image de l'ouverture de centaines de marchés de proximité, l'intensification des opérations de contrôles, et autres initiatives qui ont permis de réduire drastiquement le nombre d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs.



مُخاطبًا بلدا عربياً يناصبه العداء ويبتزّ دول الجوار بالمال..الرئيس تبون:

..الجزائر لن تركع لأيّ أحد

أكد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، مساء السبت، أن هدفه الأسمى الذي بدأت ترتسم ملامحه هو استرجاع الجزائر لنخوتها التي كانت محفزا لعديد الإنجازات المحققة في السابق، معربا عن ارتياحه لحالة الرضى التي يبديها الجزائريون تجاه التطور الحاصل ببلدهم.

وخلال لقائه الدوري مع ممثلي وسائل الإعلام الوطنية، عبر رئيس الجمهورية عن امتنانه لكل الوطنيين المخلصين الذين يسهرون على راحة المواطنين وتيسير حياتهم اليومية وهو ما يظهر جليا. مثلما قال -في حالة- الرضى "التي يبديها الجزائريون تجاه بلدهم ومختلف التطورات الحاصلة على كافة الأصعدة.

وأبرز في هذا السياق، أن هدفه هو استرجاع الجزائر لـ"نخوتها التي كانت محفزا في السابق لتحقيق إنجازات في عدة مجالات، سواء كانت سياسية أو دبلوماسية أو متعلقة بدعم حركات التحرر في العالم." وبهذا الصدد، أوضح رئيس الجمهورية، أن علاقته الوطيدة مع الشعب لاسيما فئة الشباب، يعيشها بعاطفة قوية، وهي من مظاهر "عودة الجزائر إلى أصولها"، مشيرا إلى أن عبارة "عمي تبون" التي يخاطبه بها أفراد الشعب الجزائري تتم عن "احترام كبير وعن علاقة أبوية" يعتز بها.

وأبرز أن الثقة التي وضعها فيه الشباب مكنت من جعل الجزائر "دولة رائدة إفريقيا في خلق المؤسسات الناشئة"، مذكرا بأنه كان "مرشّح فئة الشباب" خلال الانتخابات الرئاسية لسنة 2019.

قرار إجراء انتخابات رئاسية مسبقة يعود لأسباب تقنية محضة وتطرق رئيس الجمهورية إلى الأسباب التي تقف وراء قراره بإجراء انتخابات رئاسية مسبقة، حدد تاريخها في السابع سبتمبر القادم، حيث قال في هذا الصدد: "لقد قدمت بعض الأسباب حول ذلك، حتى أنه كان هناك تدخل للأجانب في هذه المسألة الذين أدلوا بتكهناتهم في هذا الشأن". وتابع يقول: "الأسباب تقنية محضة، لا تؤثر على الانتخابات أو سيرورتها"، فضلا عن أن شهر ديسمبر ليس التاريخ الحقيقي للانتخابات الرئاسية، فمن المعلوم أنه في 2019 وبعد استقالة الرئيس المرحوم عبد العزيز بوتفليقة، تولى السلطة رئيس مجلس الأمة الراحل، عبد القادر بن صالح، مع تحديد تاريخ لتنظيم الانتخابات، غير أنه لم يكن بالإمكان إجراؤها حينها، لئيم بعدها تأجيل هذا الموعد مرة أخرى."

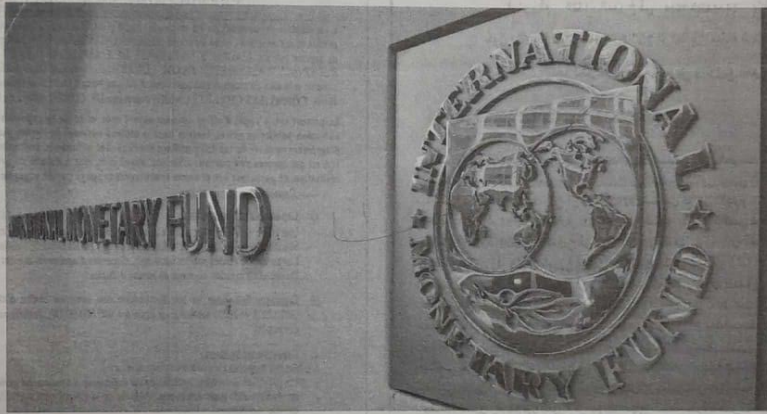
Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

RAPPORT DU FMI SUR LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

L'Algérie sur la bonne voie

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) A SALUÉ, dans un communiqué, l'engagement de l'Algérie en faveur des réformes économiques et de la viabilité budgétaire, tout en soulignant la «robustesse» des performances économiques enregistrées en 2023.

Quelle interprétation à donner au document ? Expert en ingénierie financière, Souhil Meddah explique que le communiqué a qualifié certaines tendances par rapport à des indicateurs. L'évolution de l'inflation glissante à terme, niveau de la croissance du PIB, état de l'épargne institutionnelle extérieure et mécanismes ou instruments internes employés dans le processus de réformes budgétaires et monétaires. Il a estimé que ses conclusions sont traduites par la maîtrise des indicateurs macroéconomiques, tout en insistant sur le rôle important de la résilience post-pandémique observée en comparaison avec d'autres économies, de même nature, de même taille ou évoluant dans la même zone géographique. Selon lui, ce rappel des effets post-pandémiques étant im-



portant par rapport à son pouvoir d'influence sur le moyen et le long terme de façon multidimensionnelle capable de reproduire des effets contraignants dans le temps. Il a ajouté que le communiqué en question met en avant les deux axes sur l'état des ressources et sur l'évolution des indicateurs de performance intérieurs et extérieurs. Sur le premier axe dédié aux ressources, notre interlocuteur a souligné que le communiqué partage les données par rapport à

des faits factuels et d'autres qui sont classés dans un ordre géopolitique. Il fait notamment référence à la stabilité constatée dans la démarche globale transposée sur les effets de quelques phénomènes climatiques, tels que la forme cyclique de sécheresse qui frappe la région depuis plusieurs mois, provoquant des restrictions sur les ressources qui alimentent et se noient dans un écosystème qui fonctionne et avance avec la combinaison de ressources

multiplés et consolidés. Et il fait aussi état aux effets économiques directs et indirects sur les coûts d'approvisionnement causés par le conflit russo-ukrainien, ces effets qui demeurent maîtrisés dans l'ensemble. Sur le plan des performances, Meddah a indiqué que l'institution internationale rappelle l'importance sur la qualité des réformes monétaires avec l'adoption de la loi monétaire et bancaire, avec le rôle que peut jouer cette revue des rôles des agents

économiques financiers et non financiers pour ouvrir la voie vers une future tendance de plein-emploi, avec l'état de l'évolution multisectorielle de croissance sur le PIB avec une vision inflationniste globale et sous-jacente attachée aux évolutions des coûts sur les marchés internationaux ou par rapport à l'état des autres agrégats d'emploi, de croissance ou de politique monétaire pour les futures périodes.

A la lecture des conclusions faites par le conseil d'administration du FMI, l'expert constate que les agrégats de performance sont souvent attachés à la gestion des ressources ou des compartiments des politiques qui animent ou supervisent ces ressources; à l'image de la politique monétaire qui permet de déterminer la vitesse des flux verticaux et horizontaux, intérieurs ou extérieurs. «Il n'en demeure pas moins que les facteurs de croissance liés aux activités du marché réel ne sont pas systématiquement indiqués ou impliqués de manière plus palpable dans une constitution empirique et durable pour soutenir les performances de croissance du PIB, tout en rappelant que la solidité du commerce extérieur se concentrant exclusivement sur l'excédent de la balance commerciale ne peut pas constituer, à elle seule, une performance structurelle durable», a-t-il fait remarquer.

■ Amokrane H.